

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 126/03

ÉFAI – 030300 – AMR 28/007/2003

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

**ÉQUATEUR**      **Teresa Gladys Pita Bravo (f), mère d'Elías Elint López Pita**  
**Teresa Lourdes López Pita (f), fille de Teresa Gladys Pita Bravo**  
**Arturo Patricio Lasso (h), gendre de Teresa Gladys Pita Bravo**  
**ainsi que leurs proches**

Londres, le 9 mai 2003

Amnesty International est préoccupée par la sécurité de Teresa Gladys Pita Bravo, de sa fille Teresa Lourdes López Pita, de son gendre Arturo Patricio Lasso et de leurs proches. Teresa Gladys Pita Bravo a fait l'objet de plusieurs menaces de mort anonymes. Son fils a « disparu » en novembre 2000, et huit policiers ont été reconnus coupables de son enlèvement.

Le 26 avril 2003, Teresa Gladys Pita Bravo a reçu trois appels téléphoniques anonymes. Un correspondant non identifié lui a déclaré que l'on savait bien où les trouver, elle et ses proches, et que si les policiers accusés d'avoir enlevé son fils étaient condamnés en appel à une peine plus lourde, on « *en finirait avec eux tous, l'un après l'autre* ».

Le fils de Teresa Gladys Pita Bravo, Elías Elint López Pita, a « disparu » après avoir été appréhendé par la police dans la ville d'Ambato, dans la province de Tungurahua. En février 2002, huit policiers ont été reconnus coupables de son enlèvement et condamnés à des peines allant de trois à six ans d'emprisonnement. Cinq d'entre eux ont été libérés en décembre 2002. Le 28 avril 2003, deux jours après que Teresa Gladys Pita Bravo eut reçu les menaces, trois des huit fonctionnaires ont également été condamnés à des peines allant de huit à seize ans d'emprisonnement en raison de leur implication dans la « disparition » de Luis Alberto Shinin Laso, témoin clé dans l'affaire d'Elías Elint López Pita. Les policiers remis en liberté en décembre 2002 n'ont pas été incarcérés de nouveau.

Depuis la « disparition » d'Elías Elint López Pita en novembre 2000, ses proches se battent sans relâche pour que la lumière soit faite sur cette affaire, et pour que les responsables présumés soient déférés à la justice. En 2001, Teresa Gladys Pita Bravo et Gino Cevallos Gonzáles, l'avocat de la famille, ont été la cible de plusieurs menaces de mort anonymes (voir l'AU 197/01, AMR 28/020/01 du 2 août 2001).

En décembre 2001, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a demandé au gouvernement équatorien de prendre toutes les mesures qui s'imposaient pour garantir la sécurité des proches d'Elías Elint López Pita. Cependant, ceux-ci affirment que ces mesures ont été levées en janvier 2003, lors de la prise de fonction du nouveau gouvernement.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le 6 novembre 2000, Elías Elint López Pita, résidant dans la ville d'Ambato, située dans la province de Tungurahua, a été arrêté par la police au poste de contrôle de Panamericana Norte, dans cette même ville, alors qu'il se rendait dans la province d'Esmeraldas. On ignore tout de son sort depuis lors.

Le 7 novembre 2000, le procureur chargé d'enquêter sur cette « disparition » a entendu le témoignage de Luis Alberto Shinin Laso, qui se trouvait alors en garde à vue au poste de police d'Ambato. Cet homme a affirmé qu'il y avait rencontré Elías Elint López Pita, et que celui-ci lui avait déclaré qu'il était en garde à vue car il était soupçonné de vol qualifié et qu'il avait été passé à tabac par des policiers. Luis Alberto Shinin Laso a ensuite été relâché ; toutefois, le 14 novembre 2000, il aurait été enlevé par des hommes armés non identifiés et conduit en voiture à la périphérie d'Ambato, où ses ravisseurs ont tiré sur lui avant de le jeter d'une falaise. Il a survécu à cette agression mais, le 17 novembre 2000, selon des sources hospitalières, au moins six hommes armés et cagoulés ont fait irruption à l'hôpital où il était soigné et l'ont kidnappé. On est sans nouvelles de Luis Alberto Shinin Laso depuis lors.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

– faites part de votre préoccupation quant à la sécurité de Teresa Gladys Pita Bravo, de sa fille Teresa Lourdes López Pita, de son gendre Arturo Patricio Lasso et de leurs proches ;

– exhortez les autorités équatoriennes à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour assurer leur protection, conformément aux souhaits de la famille ;

– demandez aux autorités d'ordonner sans délai l'ouverture d'une enquête efficace sur les menaces dont Teresa Gladys Pita Bravo a été la cible, de rendre publics les résultats de ces investigations et de traduire en justice les responsables présumés ;

– demandez que soit ouverte sans délai une enquête exhaustive, efficace et impartiale sur la « disparition » de Luis Alberto Shinin Lasso.

**APPELS À :**

**Ministre de l'Intérieur et de la Police :**

Dr. Mario Canessa  
Ministerio de Gobierno y Policía  
Benalcázar y Espejo  
Quito, Équateur

**Télégrammes :** Ministerio de Gobierno y Policía, Quito, Équateur

**Courriers électroniques :** [gicela.abac@mingobierno.org.ec](mailto:gicela.abac@mingobierno.org.ec)

**Fax :** +593 2 2580 067 (ce numéro peut se révéler difficile à obtenir ; merci de vous montrer persévérant)

**Formule d'appel :** *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

**Procureure générale :**

Dra. Mariana Yépez de Velasco  
Ministra Fiscal General del Estado  
Av. Eloy Alfaro N 32 240 y República  
Quito, Équateur

**Télégrammes :** Ministra Fiscal General del Estado, Quito, Équateur

**Fax :** +593 2 2559 447 (Si un correspondant vous répond, dites : « *El tono de fax, por favor* » pour obtenir la ligne de fax)

**Formule d'appel :** *Señora Fiscal General*, / Madame la Procureure générale,

**Chef de la police nationale :**

Gral. Edgar Vaca Vinuesa  
Comandante General de la Policía Nacional  
Ramírez Dávalos 612 y Av. 10 de Agosto  
Quito, Équateur

**Télégrammes :** Comandante General Policía Nacional, Quito, Équateur

**Fax :** +593 2 2506 066 (ce numéro peut se révéler difficile à obtenir ; merci de vous montrer persévérant)

**Formule d'appel :** *Señor Inspector General*, / Monsieur l'Inspecteur général,

**COPIES À :**

**Organisation de défense des droits humains :**

Comisión Ecuménica de Derechos Humanos  
Carlos Ibarra 176 y 10 de Agosto  
Edificio Yuraj Pirca, Piso 9  
Quito, Équateur

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Équateur dans votre pays

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 20 JUIN 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI - Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : [www.efai.org](http://www.efai.org)*